



La COVID-19 : un fait social total.

Perspectives historiques, politiques, sociales et humaines

Sous la direction de
Jacques Cherblanc
François-Olivier Dorais
Catherine Tremblay
Sabrina Tremblay

GRIR

UQAC

Groupe de recherche
et d'intervention régionales
Université du Québec à Chicoutimi

La COVID-19 : un fait social total. Perspectives historiques, politiques, sociales et humaines

Coordination de l'édition : Suzanne TREMBLAY

Édition finale et mise en forme : Catherine TREMBLAY

GRIR

© **Université du Québec à Chicoutimi**

555, boul. de l'Université

Chicoutimi (Québec)

G7H 2B1

Dépôt légal – 2020

Bibliothèque et Archives Canada

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

Image de couverture : Hannah A Bullock; Azaibi Tamin, Public Health image Library (PHIL), <https://phil.cdc.gov/default.aspx>.

ISBN : 978-2-923095-93-6



Source image : <https://pixabay.com/fr/>

Pas tous dans le même bateau face à la pandémie – Lorsque la distanciation physique rend visibles les inégalités entre les étudiant.es de l’UQAC

Catherine Flynn, Marie-Christine Brault, Ève Pouliot, Julie Godin, Myriam Bernet, Élianne Carrier, Pascale Dubois, Simon Turcotte, Jacinthe Dion, Linda Paquette, Anne Martine Parent¹⁻²

La situation de confinement et la fermeture quasi complète de tous les secteurs d’activité en raison de la crise de la COVID-19 ont provoqué un véritable tsunami dans la vie des étudiant.e.s universitaires et ont soulevé plusieurs incertitudes quant à leurs études, leur emploi et leur situation financière. Ce contexte était susceptible d’exacerber les défis, bien documentés, auxquels les étudiant.e.s font face, particulièrement chez les parents-étudiant.e.s (Corbeil et al., 2011), les étudiant.e.s autochtones (Dufour et Bousquet, 2016), les étudiant.e.s internationaux (Kanouté et al., 2018) ou ceux en situation de handicap (Vaillancourt, 2017). Afin de documenter les inégalités révélées ou exacerbées par

¹ Ce projet a bénéficié d’un financement de démarrage du Centre intersectoriel en santé durable (CISD).

² Les autrices tiennent à souligner la contribution de l’ensemble des membres de l’équipe de recherche : Marie-Soleil Cloutier (INRS), Isabel Côté (UQO), Diane Gagné (UQTR), Isabelle Marchand (UQO), Geneviève Pagé (UQAM) et Jeanne-Marie Rugira (UQAR).

cette crise, et de mesurer les impacts des mesures de distanciation sur leur santé physique et mentale, nous avons mené une étude mixte (qualitative et quantitative) afin de collecter des données auprès de 413 étudiant.e.s en provenance de 6 établissements du Réseau de l'Université du Québec (UQAC, UQAR, UQO, UQAM, UQTR et INRS). Nous publions ici les premiers résultats de cette étude, portant uniquement sur les réponses obtenues auprès de 123 répondant.e.s inscrit.e.s à temps plein ou à temps partiel dans un programme de l'UQAC, au semestre d'hiver 2020. Les résultats témoignent des inégalités vécues, de même que des défis spécifiques soulevés au moment de la collecte de données.

Contexte de la collecte de données

La collecte de données à l'UQAC s'est déroulée principalement dans la semaine du 27 avril 2020. Le gouvernement fédéral venait d'annoncer, quelques jours auparavant, le programme de *Prestation canadienne d'urgence pour les étudiant.e.s* (PCUE), de manière à soutenir ceux ayant subi des pertes de revenus et laissé.e.s de côté par la *Prestation canadienne d'urgence* (PCU). De plus, le 28 avril était une date charnière pour notre établissement, alors qu'elle marquait la fin du semestre d'hiver 2020 et la nouvelle date limite pour abandonner un cours sans mention « échec » ou pour obtenir la mention « incomplet ». C'est donc en contexte de fin de session chamboulée que les étudiant.e.s ont rempli les questionnaires.

Outil de collecte de données

Le volet quantitatif comprenait différentes questions sociodémographiques à choix multiples, de même que deux échelles permettant de documenter l'état de santé mentale des participant.e.s. Le volet qualitatif incluait différentes questions à développement, permettant de mieux comprendre la perception des participant.e.s quant à leur état de santé physique et mentale avant et après la mise en place des mesures de distanciation physique le 13 mars 2020. Ces questions leur permettaient également d'aborder les principaux changements et défis face aux conditions matérielles (logement et cohabitation, ressources financières, alimentation, accès aux ressources, etc.) et dans les différentes sphères de leur vie (études, travail, vie intime et amoureuse, famille et parentalité, etc.). Les participant.e.s avaient également l'occasion de décrire leur quotidien et les stratégies déployées pour améliorer leur bien-être.

Description de l'échantillon

L'échantillon est composé principalement de femmes (79 %) et d'étudiant.e.s du premier cycle (84 %). Il comporte aussi une certaine diversité, alors que 24 répondant.e.s (19,5 %), des femmes pour la plupart, ont rapporté vivre en situation de handicap. Notons également que plus de 10 % des répondant.e.s sont des étudiant.e.s internationaux détenant un permis d'études (9,8 %) ou un visa de visiteur (1,6 %). Les parents-étudiant.e.s (n= 5), les étudiant.e.s racisé.e.s (n= 6) et les étudiant.e.s autochtones (n < 5) sont plus faiblement représenté.e.s au sein de l'échantillon. Cependant, le volet qualitatif leur a permis de partager par écrit certaines préoccupations qu'elles ont souhaité partager.

Analyse des données

Aux fins de ce texte, des analyses statistiques descriptives ont été réalisées afin de mieux comprendre les impacts des mesures de distanciation physique sur certains groupes d'étudiant.e.s. Les données qualitatives, pour leur part, ont fait l'objet d'une analyse de contenu thématique (L'Écuyer, 1990) à partir d'une grille de codification élaborée en coconstruction avec les différents membres de l'équipe de recherche. La codification a été réalisée par quatre chercheuses-étudiantes associées à des disciplines des sciences humaines et sociales variées, et aux positionnements sociaux diversifiés. Un processus d'accord interjuges a été effectué de manière à atteindre un niveau d'accord acceptable (Kappa= 0,78) avant de lancer le processus de codification des questions à développement. Les données ont été traitées en vue d'effectuer une analyse différenciée selon les sexes dans une perspective intersectionnelle (ADS+). L'ADS+ représente une approche transversale et structurelle permettant de mieux comprendre comment les institutions, les politiques et le contexte socio-économique peuvent favoriser ou désavantager certains groupes (IREF et Relais-Femme, 2007). Elle présente une sensibilité pour les diverses oppressions (p. ex. : classisme, racisme, capacitisme, âgisme, etc.) vécues par les groupes présentant des conditions ou vivant dans des contextes spécifiques (Tanguy et Relais-Femme, 2018). Les résultats présentés à la section suivante mettent en lumière ces différents contextes.

Une précarité économique et des conditions de vie qui compromettent la disponibilité mentale pour les études

Si près des deux tiers (63,4 %) des répondant.e.s occupaient un emploi rémunéré avant le 13 mars 2020, seule la moitié de ceux-ci occupait encore un emploi au moment de remplir le questionnaire, soit plus d'un mois après le début du

confinement. Malgré l'absence d'une différence statistiquement significative entre les groupes, la tendance suggère que les pertes de revenu ont été particulièrement importantes pour les femmes (55 %) et les étudiant.e.s en situation de handicap (63 %), alors que 74 % des hommes ayant participé à l'étude ont mentionné n'avoir subi aucune perte de revenu. Non seulement ces deux groupes sont proportionnellement plus nombreux à avoir subi une baisse de revenu, mais cette perte représente un pourcentage important du revenu total de leur ménage. Bien que les étudiant.e.s autochtones ou racisé.e.s soient peu représenté.e.s au sein de l'échantillon, il importe de ne pas masquer leur réalité, surtout que 81 % de ces étudiant.e.s ont rapporté avoir subi une perte de revenu, comparativement à 43 % des étudiant.e.s citoyen.ne.s canadien.ne.s, s'identifiant comme non racisé.e.s et allochtones.

Le volet qualitatif a, de son côté, mis en lumière les appréhensions et défis des étudiant.e.s concerné.e.s par ces pertes d'emploi et de revenu, surtout parmi ceux qui ne résident pas chez leurs parents et qui payent un loyer et l'épicerie. Les craintes les plus vives concernaient le paiement des droits de scolarité pour le semestre en cours et les suivants, et l'obtention d'un emploi rémunéré durant l'été et dans les mois à venir.

Mon défi est que pour cet été, je ne sais pas si mon organisme sera ouvert et si je vais avoir la possibilité de travailler, de faire de l'argent pour payer ma dernière session universitaire!

Dans l'attente de l'annonce de la PCUE, le volet qualitatif révèle les difficultés d'accès à la PCU et les incertitudes que cette situation a générées pour ceux-ci.

J'aurais aimé avoir accès à de l'aide financière comme la PCU, mais puisque mon emploi me paie avec des bourses d'excellence, je n'ai pas accès à aucune aide financière même si j'ai perdu mon emploi.

La seule chose qui pourrait aider au stress serait une aide financière, mais comme je n'y suis pas éligible, je prends mon mal en patience.

Pour les étudiant.e.s internationaux, les problèmes d'accès à du soutien financier se conjuguent à un stress supplémentaire pour le renouvellement de leur permis d'études :

Je pense que les informations circulent mal lorsque l'on a des questions qui concernent précisément notre situation. De plus, nous sommes généralement loin de nos familles et nous subissons des pressions extérieures quant au renouvellement de nos visas, etc.

Je suis très mécontente que les personnes des institutions ne se rendent pas compte de notre situation et oublient ce type de pression.

Les étudiant.e.s rapportent des inquiétudes à l'égard de leur endettement. Alors que certain.e.s parlent de l'augmentation de leurs dépenses, principalement celles liées à la facture d'épicerie, d'autres témoignent de l'augmentation de leurs dettes ou de leur « marge de crédit presque vide » :

Mes dettes commencent à s'empiler plus que prévu. J'ai déjà la ceinture assez serrée, donc la perte d'une portion de mon salaire me met en situation de plus en plus précaire.

Ajoutons que ces situations de stress financier se sont conjuguées au contexte d'instabilité vécu à l'université, alors que les différentes modalités de reprise et d'évaluation ont varié d'un programme ou d'un cours à l'autre. Des étudiant.e.s témoignent de leur manque de disponibilité mentale pour leurs études, de même que le stress qui en découle en lien avec les conséquences sur le cheminement universitaire.

Mes problèmes d'anxiété sont amplifiés en raison de la COVID-19 et des mesures pour la freiner, ce qui affecte grandement ma capacité de concentration et mes performances.

Les étudiant.e.s résidant chez leurs parents n'ont pas fait face à ces défis et le volet qualitatif a révélé qu'elles pouvaient réaliser des activités leur permettant de « prendre soin de soi » ou d'avoir le temps nécessaire pour faire des lectures pour leurs cours. Bien que les conditions aient pu avantager ces étudiant.e.s pendant le semestre d'hiver 2020, le volet qualitatif révèle les nombreuses difficultés liées à la cohabitation, vécues par l'ensemble des répondant.e.s dans cette situation. Le manque d'espace pour travailler, le manque d'intimité, le bruit ambiant, les conflits avec les membres de la famille ou les colocataires, s'ajoutant au stress occasionné par la pandémie, ont réduit la concentration et la motivation. Plus de 70 extraits abordent ces difficultés dans le corpus de données qualitatives. Devant la non-disponibilité des lieux de travail à l'UQAC et la fermeture des cafés, les participant.e.s ont largement exprimé s'être senti.e.s moins disposé.e.s à poursuivre leurs études. Cette situation, bien que touchant une grande part de l'échantillon, est susceptible d'exacerber les difficultés vécues par les étudiant.e.s vivant avec un trouble du déficit de l'attention.

Mon trouble déficitaire de l'attention est principalement présent lorsqu'il y a beaucoup de distraction autour de moi. Je réussissais à bien me concentrer dans mon

local de recherche, seule, à l'UQAC. Maintenant que je dois tout faire à la maison, c'est très difficile pour moi de se concentrer.

Par ailleurs, des parents-étudiant.e.s, toutes des mères, témoignent aussi des différents défis de conciliation auxquels elles font face :

Rester concentrée dans une maison avec un enfant de deux ans. Malgré que mon conjoint était aussi présent pour s'en occuper, c'est bruyant un enfant de deux ans, et il veut toujours voir maman.

Des impacts différenciés sur la santé (surtout mentale)

Questionné.e.s sur leur perception quant à leur état de santé physique avant et après la mise en place des mesures de distanciation physique, 79,6 % de l'échantillon estimaient que leur condition de santé physique est restée stable. Cependant, si les femmes et les participant.e.s vivant en situation de handicap sont les plus touché.e.s par les pertes de revenus, ceux-ci sont également les plus susceptibles de voir leur santé physique et mentale décliner. À cet égard, le volet qualitatif témoigne de la détérioration des conditions de santé physique d'étudiant.e.s en situation de handicap, où en l'absence de soins et de soutien nécessaires à leur fonctionnement quotidien, certain.e.s ont vu leur qualité de vie réduite.

Je ne peux pas consulter mon chiropraticien pour traiter ma [nom d'un problème de santé], ce qui engendre des conséquences sur mon fonctionnement global.

Aussi, une dizaine d'étudiantes ont souligné l'apparition ou l'exacerbation de certaines douleurs physiques comme des maux de dos ou de tête, des courbatures et des douleurs musculaires. Certaines lient ces douleurs au télétravail ou au stress.

Malgré que je fais du sport et de la méditation, j'ai remarqué que mon corps montre des signes de stress évidents. J'ai mal partout, j'ai des spasmes musculaires.

En ce qui concerne la santé mentale, malgré l'absence d'une différence statistiquement significative entre les groupes, la tendance suggère que les femmes, les étudiant.e.s en situation de handicap et les étudiant.e.s vivant en couple semblent avoir vu leur état de santé mentale décliner depuis l'instauration des mesures de distanciation physique. De nombreux extraits du volet qualitatif montrent la charge de travail quotidien et affectif à laquelle les femmes font face,

les nouveaux rôles qu'elles doivent assumer dans leur famille depuis la mise sur pied des mesures et le manque d'espace dont disposent celles qui vivent avec un partenaire. Une mère témoigne :

Je me sens comme le tampon qu'on appelle pour se rassurer et éviter les conflits avec les autres.

Les données qualitatives montrent l'isolement et l'ennui, principalement rapportés chez les répondant.e.s qui vivent seul.e.s, de même qu'une perte de motivation et de plaisir dans la vie de manière générale. C'est cependant l'anxiété qui se dégage principalement du volet qualitatif, alors que 38 répondant.e.s se sont exprimé.e.s sur ce sujet. Les étudiant.e.s vivant avec un diagnostic d'anxiété ont dit faire face à de nouveaux défis dans leur quotidien, alors que les principaux remparts leur permettant de surmonter cet état ne sont plus présents :

J'ai observé que je tombe beaucoup plus rapidement dans mes pensées et dans l'anxiété. Je fais davantage de crises d'anxiété et je réussis difficilement à les contrôler contrairement à avant où je réussissais plus facilement.

Habituellement entre 13 h et 16 h -17 h un sentiment anxieux fait son apparition et je me dis : « merde qu'est-ce que je vais faire j'ai envie de tout faire, mais rien en même temps, mais je ne peux rien faire non plus ».

Depuis le confinement, il m'est arrivé à plusieurs reprises de faire des crises d'anxiété en m'effondrant au sol, parce que ma vie n'avait plus de sens. J'avais perdu mes repères (mon ex-petit ami, ma sœur et ma grand-mère). Comme me disait ma psychologue, je suis allergique à l'incertitude et je pense que j'y suis trop exposée en ce moment pour développer une tolérance.

D'autres font face à un stress nouveau, en raison des conditions de vie plus précaires dans lesquelles elles sont plongé.e.s, ou bien en raison de leurs craintes par rapport à l'avenir et à la suite des choses.

J'ai également subi beaucoup de stress en lien avec l'état financier de notre ménage ainsi que la charge de travail additionnelle vis-à-vis de mon emploi et de mon éducation.

D'un point de vue scolaire, quelques participant.e.s dans le domaine des arts ont vu leur bien-être décroître en raison de la fermeture des ateliers et des lieux de production habituels.

Je ne peux pas avoir accès au [nom d'un atelier à l'UQAC] qui représente mon activité artistique principale... je suis dans l'incapacité d'être créative... alors que je fais des études en art.

Enfin, questionné.e.s directement sur la façon dont les participant.e.s perçoivent les défis auxquels illes font face dans leur quotidien, comparativement à leurs pairs étudiant.e.s, 11 étudiantes, certaines mères, étudiantes internationales ou en situation de handicap, ont estimé que leur situation était pire que celle de leurs collègues masculins. Certaines doivent prendre soin d'un enfant, d'un conjoint ou d'un membre de leur famille, en plus de conjuguer avec leur emploi et les exigences de leur programme. L'une d'elles témoigne :

Lorsque je parle à certains collègues, ils se demandent quoi faire de leurs journées. Moi, j'aimerais bien me le demander.

D'autres sont déjà fragilisées par une condition de santé physique ou mentale et voient leur état se détériorer depuis l'apparition des mesures.

Pas tous.tes considéré.e.s dans les modalités de reprises, pas tous.tes les mêmes chances de réussite

Ces premiers résultats permettent de constater que tous.tes n'ont pas fait face aux mêmes défis au moment du confinement, et ne disposaient pas non plus du même espace physique et mental pour affronter la fin du semestre d'hiver 2020. Les étudiant.e.s devant prendre soin d'un proche, ceux responsables d'assumer leurs dépenses sans le soutien des membres de leur famille et ceux vivant en situation de handicap se sont retrouvé.e.s particulièrement fragilisé.e.s à la suite de l'apparition des mesures de distanciation physique.

Même si aucune question ne portait spécifiquement sur leur perception ou appréciation des modalités de reprise du trimestre déployées dans leur université d'appartenance, une quinzaine de participant.e.s de l'UQAC ont profité du volet qualitatif pour nommer leur incompréhension et leur frustration à l'égard des modalités de communications et de reprise des cours. Les principales récriminations portaient sur l'absence de considération des diverses réalités étudiantes dans les solutions mises de l'avant par l'institution et sur un manque de consultation des étudiant.e.s et d'écoute de leurs réalités. Des étudiant.e.s se sont senti.e.s mis.e.s de côté, surtout des mères et des étudiant.e.s en situation de handicap. Illes ont évoqué le manque de considération pour leurs situations, alors que les mesures d'accommodements préalablement convenues n'ont pas toujours

été respectées, et l'accueil des différentes instances devant leurs questionnements et l'expression de leurs besoins n'a pas toujours été satisfaisant.

Avec les mesures incohérentes de l'UQAC et le mouvement social des étudiants de se soutenir mutuellement, j'avais espoir en mon université. Je pensais que nous étions plus que des numéros pour eux. J'avais visiblement tort. Certains programmes se sont retrouvés dans l'obligation de compléter leur formation durant la pandémie. Le pouvoir était majoritairement distribué entre les mains des enseignants, sans forcément tenir compte des réalités vécues par les étudiants. Je voyais déjà la présence d'injustice sociale s'établir entre les programmes.

Le fait que les parents étudiants sont laissés pour compte dans cette situation me chagrine au plus haut point. J'ai honte de mon université. J'ai écrit plusieurs fois aux différentes instances de mon université et soit je n'ai aucune réponse ou soit ils se renvoient chacun la balle.

Conclusion

La situation vécue au printemps 2020 était exceptionnelle et sans précédent. Elle a exigé des réponses très rapides des institutions de santé publique et des établissements d'enseignement, afin de protéger la santé et la sécurité de l'ensemble de la population. Malgré les bonnes intentions des décideur.e.s, les mesures prises ont eu des impacts bien réels sur les conditions de vie, de santé et de bien-être de plusieurs de nos étudiant.e.s. Conséquences qui se feront probablement sentir bien au-delà de la crise sanitaire. Bien que cette étude présente de nombreuses limites méthodologiques, comme son échantillon de petite taille ou la représentation limitée de certains groupes, nos résultats restent néanmoins essentiels. Ils montrent que la réalité des étudiant.e.s est plurielle : tous.tes ne disposent pas des mêmes ressources pour faire face à des événements déstabilisants. Ces résultats renforcent l'idée que des mesures universelles sont susceptibles d'accroître les inégalités sociales déjà bien présentes, et réaffirment l'importance de s'attarder aux angles morts des moyens mis en place pour lutter contre la pandémie.

Références

- Corbeil, C., Descarries, F., Guernier, G. et Gariépy, G. (2011). *Parents-étudiants de l'UQAM. Réalités, besoins et ressources*. CAPRES.
- Dufour, E. et Bousquet, M. P. (2016). Soutenir la réussite universitaire des étudiantes autochtones. *Revue Droits et libertés*, 34(2).
- Kanouté, F., Guennouni Hassani, R. et Bouchamma, Y. (2018). Contexte de formation universitaire d'étudiants résidents permanents (ERP) ayant immigré au Québec. *McGill Journal of Education/Revue des sciences de l'éducation de McGill*, 53(1), 68-88.
- IREF et Relais-femmes, (2007). *L'analyse différenciée selon le sexe (ADS) : où en sommes-nous dix ans après ?* Journée de réflexion organisée par Relais femmes et l'Institut de recherches et d'études féministes de l'UQAM, tenue à l'UQAM, le 26 octobre 2006, Montréal.
- Tanguy, A. et Relais-femmes, (2018). *L'analyse différenciée selon le sexe dans une perspective intersectionnelle*, Fiche synthèse, TRAJETVI.



Catherine Flynn, Ph. D., est professeure de travail social au Département des sciences humaines et sociales à l'Université du Québec à Chicoutimi. Elle est coresponsable du pôle violence du Réseau québécois en études féministes (ReQEF) et animatrice scientifique au Groupe de recherche et d'intervention régionales (GRIR). Ses travaux de recherche portent principalement sur les violences faites aux femmes et l'intervention féministe. Elle s'intéresse également aux méthodes de recherche-action participative et à la recherche en partenariat.

Page laissée intentionnellement blanche